



QUENTIN DUTERTRE
JEAN-PIERRE EMMERICH
CAMILLE LEJEUNE
GÉRARD LEJEUNE
EXPERTS-COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES

**UNION FRANCILIENNE DES FEDERATIONS
DES CENTRES SOCIAUX ET
SOCIOCULTURELS**

Association de la Loi du 1^{er} juillet 1901
4, rue Jules-Vallès
91 390 MORSANG SUR ORGE

SIRET : 482 795 523 00026 ; APE : 94 99Z

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025



QUENTIN DUTERTRE
JEAN-PIERRE EMMERICH
CAMILLE LEJEUNE
GÉRARD LEJEUNE
EXPERTS-COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES

**Union Francilienne des Fédérations
des Centres Sociaux et
Socioculturels**
4, rue Jules Vallès
91 390 MORSANG SUR ORGE

A l'assemblée générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Union Francilienne des Fédérations des Centres Sociaux et Socioculturels relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n°2022-06 et 2023-03 décrites dans le paragraphe « Changement de méthode comptable lié à l'application du règlement ANC 2023-03 » de l'annexe des comptes annuels.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons porté une attention particulière aux modalités de comptabilisation et de recouvrement des subventions attribuées à l'association et à l'analyse des comptes de tiers.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer

la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Sainte-Geneviève-des-Bois,
Le 28 mai 2026

Le Commissaire aux comptes,
Jean-Pierre EMMERICH

Signé par Jean-Pierre Emmerich
Le 28 mai 2026



doc_7EM4
tx_aVmBnlzvdM71

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2025 12			Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)						
	Immobilisations incorporelles						
	Frais de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés et droits assimilés	4 477	4 477				
	En cours, avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques, matériel et outillage	700	700				
ACTIF CIRCULANT	En cours, avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations	15		15	15		
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières						
	Total II	5 192	5 177	15	15		
Comptes de Régularisation	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés						
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres créances	78 801		78 801	72 397	6 405	8. 85
	Charges constatées d'avance (2)	4 070		4 070	3 971	99	2. 50
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments financiers à terme et jetons détenus						
	Disponibilités	93 144		93 144	134 650	41 505-	30. 82-
	Total III	176 016		176 016	211 017	35 002-	16. 59-
TOTAL GÉNÉRAL							
	Frais d'émission des emprunts (IV)						
	Primes de remboursement des emprunts (V)						
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	181 208	5 177	176 031	211 032	35 002-	16. 59-

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à moins d'un an



BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2025 12		Exercice N-1 31/12/2024 12		Ecart N / N-1	
						Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires	100 000		100 000			
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves pour projet de l'entité						
	<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales</i>						
	Autres						
	Report à nouveau	31 950		44 126		12 176-	27. 59-
	<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales</i>						
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	17 851-		12 176-		5 675-	46. 61-
	<i>Dont activités sociales et médico-sociales</i>						
	Situation nette (sous total)	114 099		131 950		17 851-	13. 53-
	Fonds propres consommables						
	Subventions d'investissement						
	Provisions réglementées						
	Total I	114 099		131 950		17 851-	13. 53-
AUTRES FONDS PROPRES	Fonds non remboursables						
	Avances conditionnées						
	Droits du concédant						
	Total II						
FONDS REPORTES ET DEDIES	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
	Fonds dédiés	18 200		8 000		10 200	127. 50
	Total III	18 200		8 000		10 200	127. 50
PROVISIONS	Provisions pour risques						
	Provisions pour charges	5 548		4 673		875	18. 73
	Total IV	5 548		4 673		875	18. 73
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit						
	Emprunts et dettes financières diverses (2)						
	Instruments financiers à terme						
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés						
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales	16 060		18 449		2 389-	12. 95-
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes	22 125		47 191		25 066-	53. 12-
	Produits constatés d'avance			770		770-	100. 00-
	Total V	38 184		66 410		28 225-	42. 50-
	Écarts de conversion et différences d'évaluation (VI)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	176 031		211 032		35 002-	16. 59-

(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)
(2) Dont emprunts participatifs



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations						
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
<i>dont biens relatives aux activités sociales et médico-sociale</i>						
Ventes de prestations de service	93 007		93 413		406-	0. 43-
Parrainages						
<i>dont prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	88 993		71 221		17 772	24. 95
<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>						
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions			7 115		7 115-	100. 00-
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles						
Utilisations des fonds dédiés	4 800		11 580		6 780-	58. 55-
Autres produits	0		2		2-	92. 49-
Total I	186 800		183 331		3 469	1. 89
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	95 532		87 825		7 706	8. 77
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	1 615		1 570		46	2. 90
Salaires et traitements	66 510		67 357		847-	1. 26-
Cotisations sociales	26 764		26 578		186	0. 70
Dotations aux amortissements et aux dépréciations			39		39-	100. 00-
Dotations aux provisions	875		788		87	11. 07
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées						
Reports en fonds dédiés	15 000		8 000		7 000	87. 50
Autres charges	1				1	
Total II	206 297		192 157		14 140	7. 36
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	19 496-		8 826-		10 671-	120. 90-

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

100282
125 977



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés	1 645		2 344		699-	29. 83-
Reprises sur dépréciations et provisions						
Différences positives de change						
Produits des immobilisations financières cédées						
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total III	1 645		2 344		699-	29. 83-
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées						
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total IV						
2. Résultat financier (III-IV)	1 645		2 344		699-	29. 83-
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	17 851-		6 481-		11 370-	175. 43-
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)			282		282-	100. 00-
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)			5 977		5 977-	100. 00-
4. Résultat exceptionnel (V-VI)			5 695-		5 695	100. 00
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)	188 445		185 957		2 488	1. 34
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	206 297		198 134		8 163	4. 12
5. EXCEDENT OU DEFICIT	17 851-		12 176-		5 675-	46. 61-
dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée						



EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature						
Prestations en nature		14 957		11 761	3 196	27. 17
Bénévolat		2 958		3 006	48-	1. 58-
TOTAL		17 915		14 767	3 148	21. 32
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens						
Prestations en nature		14 957		11 761	3 196	27. 17
Personnel bénévole		2 958		3 006	48-	1. 58-
TOTAL		17 915		14 767	3 148	21. 32



REGLES ET METHODES COMPTABLES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 176 031 €, et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits sont de 188 445 € et les charges de 206 297 €, dégageant un déficit de 17 851 €.

L'exercice considéré débute le 1^{er} janvier 2025 et finit le 31 décembre 2025.
Il a une durée de 12 mois.

Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 et 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Présentation des activités de l'Association

L'Union Francilienne des Fédérations des Centres Sociaux et socioculturels (U.F.F.C.S.) est une instance dont se dotent les huit fédérations départementales des centres sociaux d'Ile-de-France pour remplir les missions suivantes :

- assurer la communication et la représentation des huit fédérations d'Ile-de-France auprès des pouvoirs publics et d'autres instances sur le plan régional,
- animer les échanges, organiser la mutualisation et élaborer des stratégies communes entre les fédérations,
- construire des alliances avec des réseaux et autres acteurs du territoire francilien

Règlement comptable

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83, ainsi que du règlement ANC 2022-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Changement de méthode comptable lié à l'application du règlement ANC 2023-03

Dans le cadre de la première application du règlement ANC 2023-03 du 7 juillet 2023, pris en coordination avec le règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, l'association a adapté la présentation de ses comptes annuels.

Ce changement, qui s'impose à l'association, constitue un changement de méthode comptable résultant d'un changement de réglementation, conformément aux dispositions du plan comptable général.

Il se traduit notamment par le reclassement de certaines opérations antérieurement présentées en résultat exceptionnel vers le résultat courant, conformément à la nouvelle définition plus restrictive du résultat exceptionnel.

Par ailleurs, les opérations antérieurement enregistrées en compte de transferts de charges font désormais l'objet d'une présentation directement en diminution des charges concernées ou, le cas échéant, en produits d'exploitation, conformément aux nouvelles règles de présentation.

L'impact de ce changement sur les comptes annuels 2025 est le suivant :

- 88 € au titre des opérations reclassées en résultat courant
- 4 136 € au titres des opérations désormais présentées en diminution des charges concernées.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus ou à leur coût de production.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Amortissements

- Immobilisations décomposables :

Les règles comptables relatives à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06 ont été appliqués.

▪ Immobilisations non décomposables :

Conformément aux mesures de simplifications pour les PME, ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise ou selon la durée d'usage.

Il s'agit des immobilisations :

- qui sont apparues comme non décomposables (matériel de bureau et informatique...)
- qui avaient une valeur résiduelle uniquement représentative de la structure même de l'immeuble, ne justifiant pas une quelconque mise en œuvre de la méthode des composants, eu égard à la proximité de la date de revente de l'ensemble.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation pour les biens suivants :

Logiciels :	1 an
Matériel de bureau et informatique :	3 ans

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Les valeurs mobilières sont comptabilisées selon la méthode du PEPS.

Stocks et en cours

Il n'y a pas de stock constaté.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Effectif

La répartition du personnel au 31/12/2025 est la suivante :

Cadre :	1
Non-cadre :	1

Total	2

Provision retraite

Les engagements de retraite actuariels représenteraient environ 5 548 € au 31/12/2025. Une provision a été constituée.

Fonds dédiés

Les fonds dédiés au 31 décembre 2025 se décomposent comme suit :

Réseau seniors	15 000,00 €
Valeurs de la République et Laïcité	.3 200,00 €
Total :	18 200,00 €

Au 31 décembre 2024, les fonds dédiés se décomposaient comme suit :

Valeurs de la République et Laïcité	8 000,00 €
Total :	8 000,00 €

La provision 2025 pour engagements à réaliser sur subventions accordées s'élève à 15 000 €.

La reprise de provision 2025 concernant les ressources non utilisées au cours d'exercices précédents s'élève à 4 800 € et concerne :

Valeurs de la République et Laïcité	4 800,00 €
-------------------------------------	------------

Ventilation des produits d'exploitation 2025

Prestations de services :	93 007,00 €
Subventions d'exploitation :	88 993,00 €
Report ressources non utilisées 2024	4 800,00 €
Produits divers de gestion courante	0,16 €
Total :	186 800,16 €

Activités fiscalisées

Aucune activité n'est fiscalisée.

Détail des charges et produits exceptionnels

Conformément au règlement ANC 2022-06 relatif à la réécriture du plan comptable général, la notion de résultat exceptionnel a été supprimée.

A compter des exercices ouverts le 1^{er} janvier 2025 (sauf application anticipée), les produits et charges antérieurement présentés en résultat exceptionnel sont désormais comptabilisés selon leur nature au sein des rubriques correspondantes du résultat d'exploitation ou du résultat financier.

Toutefois, un résultat exceptionnel peut être maintenu dans des cas limités, lorsqu'un événement majeur et inhabituel le justifie. Le cas échéant, les éléments concernés font l'objet d'une présentation et d'une information spécifique en annexe.

En l'absence de tels événements sur l'exercice, aucun résultat exceptionnel n'est présenté.

Provision pour litige

Aucune provision pour litige n'a été constatée.

Contributions volontaires en nature

Le bénévolat des membres du conseil d'administration est évalué à 2 958,12 € pour 249 heures.

L'implication des salariés des Fédérations au niveau régional représentent 14 956,92 € pour 1 259 heures.

Autres informations

Compte tenu de la présence d'une seule personne rémunérée ayant la délégation de signature, il n'est pas communiqué, pour des raisons de confidentialité, la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants.

Faits caractéristiques de l'exercice

NEANT